

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Pénal, article R 610.5,

Vu le Code de la Route,

Considérant que lors d'une livraison d'un poste de transformation, il convient afin d'assurer la bonne exécution du chantier et la sécurité des usagers, de réglementer temporairement la circulation et le stationnement à l'intersection chemin d'Astra et avenue Normandie Niemen,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

En raison d'une livraison d'un poste de transformation, effectués par l'entreprise ENEDIS et ses sous-traitants, à l'intersection du chemin d'Astra et de l'avenue Normandie Niemen, la circulation sera :

- chemin d'Astra : interdite à l'ouest de son intersection avec l'avenue Normandie Niemen,
- avenue Normandie Niemen : maintenue mais rétrécie au niveau des travaux ou alternée régie

manuellement ou par feux,
le 02 mars 2023 de 18h30 à 20h30.

ARTICLE 2^{ème} :

L'arrêt et le stationnement seront interdits et considérés comme gênants au droit des travaux, le non respect des ces dispositions entraînera la mise en fourrière des véhicules en infraction, le 02 mars 2023 de 18h30 à 20h30, début des travaux, jusqu'à la fin des travaux.

ARTICLE 3^{ème} :

La vitesse de circulation sera réduite à 30 km/h et le dépassement interdit aux abords et au niveau des travaux .

ARTICLE 4^{ème} :

Ces dispositions seront portées à la connaissance du public au moyen d'une signalisation réglementaire mise en place par la société chargée des travaux.

ARTICLE 5^{ème} :

Madame le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Chef de la Police Municipal, Monsieur le Chef de la Police Intercommunale et les agents placés sous leurs ordres sont, chacun en ce qui les concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté peut être contesté :

- par un recours gracieux auprès du Maire de LONS dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet,
- par un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Pau, soit par envoi sur papier de la requête ou le dépôt sur place au Tribunal (Villa Noulibos - 50, Cours Lyautey 64010 Pau CEDEX), soit par le site : www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication ou du rejet du recours par l'administration,
- par la saisine du Préfet des Pyrénées-Atlantiques en application de l'article L. 2131-8 du Code général des collectivités territoriales, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication.

ARTICLE 6^{ème} :

Une ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Départementale de la Sécurité Publique,
- S.D.I.S, pour information,
- Direction Opérationnelle de la collecte des déchets, pour information,
- STAP, pour information,
- Entreprise ENEDIS et ses sous-traitants, pour notification,
- Services Techniques Municipaux,
- CDAPBP, pour information,
- ODP, pour information,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale
- Monsieur le Chef de la Police Intercommunale.

FAIT A LONS, le 21/02/2023
Le Maire,


Nicolas PATRIARCHE